



Rue Hector Blondiau, 22 7070 Mignault (Belgium)



**EUROPE**

FR. **Brasseur Jean-Paul** 32 (0) 499 35 85 72

DE, FR, EN **Meyer Joseph** 32(0) 475 55 13 94

NL, EN, FR **Nollen Paul** 32 (0)3 651 75 28

[www.vivanteurope.org](http://www.vivanteurope.org)

**« Libérer le travail en le détaxant et financer notre sécurité sociale  
par une taxe sur la consommation, uniquement sur les produits  
qui le plus souvent, sont fabriqués par la machine »  
(+ revenu de base inconditionnel pour tous)**

# LE VIVANT-EUROPE électronique

**N° 6 (juillet-août 2009)**

- Sommaire :**
- 1. Présentation de SPRING ALLIANCE**
  - 2. Introduction au MANIFESTE publié par SPRING ALLIANCE (2009), cinq défis à relever et 17 propositions pour l'Europe**

## **1. PRESENTATION DE « SPRING ALLIANCE »**

Le « Printemps de l'Alliance » est un mouvement de participation pour faire en sorte que l'Union européenne place les gens et la planète en premier.

Il a été créé par trois organisations de la société civile européenne : le Bureau européen de l'environnement, la Confédération européenne des syndicats et la plate forme et a été rejoint plus tard par Concord (Confédération européenne des ONG d'urgence et de développement.

Mais le printemps de l'Alliance est beaucoup plus large que cela. Il est soutenu par un réseau d'organisations provenant de tous les coins de la société civile et au-delà, y compris les ONG de développement, mouvements de commerce équitable, les militants anti-pauvreté, les organisations des consommateurs et des représentant de la communauté de la recherche.

Voici l'introduction du MANIFESTE publié par SPRING ALLIANCE.

**En annexe, vous trouverez son texte intégral de 29 pages.**

[www.springalliance.eu/](http://www.springalliance.eu/)

## **2. INTRODUCTION AU MANIFESTE PUBLIÉ PAR SPRING ALLIANCE (2009), CINQ DÉFIS À RELEVER ET 17 PROPOSITIONS POUR L'EUROPE**



**Pour une Union Européenne qui place les personnes et la planète au premier plan de ses priorités**

### **MANIFESTE**

#### **1. Introduction**

L'Union Européenne se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins.

L'une des stratégies primordiales de l'UE était de favoriser la prospérité économique. Il s'agissait dans une large mesure de promouvoir plus de productivité et de consommation, ce qui devait avoir pour conséquences de renforcer la cohésion sociale, stimuler l'emploi, réduire la pauvreté et promouvoir la protection de l'environnement.

Mais la croissance économique et la compétitivité sont devenues des objectifs en tant que tels plutôt que des moyens d'atteindre un but, à l'instar de la stratégie de Lisbonne renouvelée lancée en 2005, et qui faisait une large place à la dérégulation. Bien que des progrès aient été accomplis dans certains domaines, les politiques sociales et environnementale se sont avérées incapables d'empêcher la détérioration de l'environnement et les inégalités croissantes dans nos sociétés. À cela s'ajoute actuellement une récession économique.

Les enseignements que l'on peut tirer de ces événements sont clairs: L'UE doit s'engager à modifier fondamentalement ses stratégies. C'est aujourd'hui qu'il faut influencer l'orientation stratégique de l'UE: Une nouvelle Commission et un Parlement nouvellement élu prendront leurs fonctions cette année, et les chefs d'État et de gouvernement adopteront une nouvelle stratégie pour l'UE en 2010. Nous avons une opportunité unique pour garantir que l'UE place l'économie au service des gens et de la planète plutôt que le contraire.

C'est exactement pour cela qu'a été créée la Spring Alliance. Il s'agit d'une campagne conjointe lancée par quatre organisations européennes de société civile : le Bureau européen de l'environnement, la Confédération européenne des syndicats, la Plateforme sociale et Concord. Le Manifeste de la Spring Alliance est également soutenu par des organisations issues de l'ensemble de la société civile et au-delà, dont notamment les mouvements issus du Commerce Équitable, les militants anti pauvreté et santé publique, les organisations de consommateurs et des représentants du monde de la recherche.

Ce Manifeste présente 17 propositions pour une UE qui place les personnes et la planète au premier plan de ses priorités. Nous expliquons pourquoi ces recommandations doivent être adoptées et énumérons les étapes concrètes qui doivent permettre aux responsables politiques de faire de ces propositions une réalité.

**Si vous souhaitez contribuer à une Union Européenne qui place les personnes et la planète au centre de ses priorités, n'hésitez pas à vous joindre à nous ! Pour plus d'informations, rendez-vous sur [www.springalliance.eu](http://www.springalliance.eu) .**

## **2. Défis**

Les cinq tendances décrites ci-après reflètent la réalité dans laquelle l'Union européenne évolue aujourd'hui.

### **I. Le changement climatique est une réalité, et nous assistons à une perte rapide, sans précédent et en partie irréversible de la biodiversité et des ressources naturelles**

Les politiques de lutte contre le changement climatique et de protection de l'environnement menées pendant des années n'ont que peu contribué à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans l'UE. Par ailleurs, elles continuent à augmenter à l'échelle mondiale. L'impact de ces émissions sur notre planète est beaucoup plus grave que ne le pensaient les scientifiques il y a dix ans, et elles ont des conséquences irréversibles pour l'humanité.

La surexploitation des ressources naturelles a entraîné un déclin de la vie animale et végétale. L'UE est largement responsable de la diminution rapide des ressources naturelles mondiales. D'autre part, l'empreinte écologique, qui mesure l'impact des activités humaines sur les ressources naturelles, est dans l'Union européenne plus de deux fois supérieure à sa capacité biologique.

### **II Les inégalités Nord Sud sont croissantes, et les violations des droits fondamentaux sont encore trop nombreuses**

Les politiques économiques de l'UE ont des conséquences extrêmement négatives<sup>1</sup> sur les moyens d'existence des communautés locales dans le monde entier. Les politiques commerciales, agricoles, halieutiques, relatives aux industries extractives, environnementales, migratoires ou autres, ont entravé les possibilités de développement durable de ces communautés : l'année dernière, le nombre de personnes qui souffrent de la faim a augmenté de 40 millions et s'élève désormais à près d'un milliard.<sup>2</sup>

Ces politiques ont contribué à accroître la pauvreté, les inégalités et les injustices à l'échelle mondiale et ont conduit à une catastrophe environnementale avant même la crise économique actuelle, qui par ailleurs touche plus durement les pays en développement<sup>3</sup>. L'Afrique, par exemple, va souffrir d'une chute de revenus estimée à 49 milliards de dollars US<sup>4</sup>.

Malgré les engagements pris au titre des Objectifs du Millénaire pour le développement et de la Charte des droits fondamentaux, les violations des droits humains ont considérablement augmenté. Dans l'UE, le droit ne garantit pas encore une protection contre les discriminations, notamment en matière de soins de santé. Des politiques migratoires de plus en plus restrictives et des stratégies pour l'emploi qui limitent ou ignorent les droits fondamentaux de personnes qui cherchent à se déplacer dans ou à proximité de l'UE ont été mises en oeuvre par plusieurs États membres alors

qu'elles portent atteinte à la liberté individuelle. Entre-temps, chaque année, des milliers de personnes perdent la vie en cherchant à gagner l'Europe pour une vie meilleure.

### **III. La primeur portée par l'UE à la compétitivité et à la dérégulation n'a pas servi le bien public**

Depuis 2005, l'UE s'est employée à poursuivre la dérégulation de ses marchés, y compris du marché du travail, conformément à la stratégie de Lisbonne « croissance et emploi ». Ceci a eu pour conséquences la multiplication des emplois de piètre qualité et l'incapacité de réduire la pauvreté. La stratégie de Lisbonne, principalement axée sur la compétitivité, a également eu des résultats négatifs en matière d'environnement, en bloquant ou ralentissant l'adoption de législations, notamment sur le changement climatique.

Outre ces tendances, nous sommes aujourd'hui confrontés à une crise économique mondiale, déclenchée par cette même politique de dérégulation, qui a en outre, débouché sur des pratiques irresponsables en matière de prêt et d'emprunt ainsi que des organismes de régulation négligents. La crise actuelle a induit des hausses conséquentes du chômage et une augmentation de la dette publique.

### **IV. Une répartition inégale des richesses en constante augmentation menace la cohésion de nos sociétés**

Dans l'UE, 79 millions de personnes, soit un enfant sur cinq vivent sous le seuil de pauvreté<sup>5</sup>. Paradoxalement, bon nombre de ces personnes sont employées à temps plein ou perçoivent des pensions ou des allocations, mais leurs revenus demeurent insuffisants pour les protéger de la pauvreté<sup>6</sup>.

Et ce, alors que la richesse des européens les plus fortunés augmente. Les inégalités se creusent<sup>7</sup>, entraînant une détérioration de la santé et d'importantes différences dans l'accès aux ressources et à leur utilisation entre les différentes catégories sociales et entre les pays. Ce qui met à mal le ciment social de nos sociétés.

En outre, malgré les engagements de l'UE en matière d'égalité homme femme et bien que des progrès soient accomplis, l'écart de rémunération persiste. En moyenne, dans l'UE, les hommes gagnent 17 % de plus que les femmes<sup>8</sup>.

### **V. Le fossé se creuse entre l'UE et ses citoyens**

La majorité des citoyens européens n'éprouve pas le sentiment de participer véritablement aux processus décisionnels de l'UE. Par ailleurs, les responsables politiques nationaux considèrent souvent « Bruxelles » comme un pouvoir extérieur et s'en servent parfois comme d'un bouc émissaire pour les décisions impopulaires. Ceci affaiblit davantage la crédibilité de l'UE et sa capacité à aider ses citoyens à traverser les moments difficiles.

Pourtant, les citoyens européens s'organisent de plus en plus pour mieux faire entendre leur voix, notamment par l'intermédiaire des organisations de la société civile et d'initiatives locales. L'UE doit néanmoins, encore mettre en place une stratégie qui permette une participation effective de la société civile à la prise de décision.

## **Ces cinq défis peuvent être relevés, et l'Europe peut montrer la voie**

L'UE doit cesser d'apparaître comme faisant partie du problème et démontrer qu'elle fait partie de la solution. La crise économique à laquelle nous sommes actuellement confrontés, la plus sévère depuis 1929, nous offre l'occasion d'un changement, notamment parce que :

- La mise en place d'une nouvelle architecture mondiale et d'une régulation renforcée des marchés (en particulier des marchés financiers) bénéficie d'un vaste soutien ;
- Il existe une réelle conscience du besoin d'agir sans délai pour relever les défis sociaux et environnementaux ;
- Les mouvements de la société civile et les entreprises cherchent à apporter des réponses innovantes à ces questions ;
- Les vastes programmes d'investissement mis en place pour combattre la crise peuvent être conçus pour promouvoir un développement durable et équitable.

L'UE est la première économie intégrée du monde et dispose d'instruments puissants pour définir des objectifs environnementaux, réduire les inégalités et contrôler les marchés. Il ne manque que la volonté politique pour faire de l'Europe une société durable et plus équitable, avec le soutien des mouvements de la société civile.

Nos recommandations pour y parvenir sont au **nombre de 17 propositions** :

### **A. Instaurer une stratégie économique et de bonne gouvernance qui soit au service des personnes et de la planète**

1. Mettre en place une nouvelle stratégie économique
2. Réviser la stratégie « Mieux légiférer »

### **B. Préserver et restaurer les écosystèmes**

3. Réduire l'utilisation des ressources et la consommation d'énergie
4. Prévenir les changements climatiques dangereux
5. Rendre durables l'agriculture et la pêche
6. Adopter un « plan de sauvetage de la biodiversité »

### **C. Bâtir des sociétés équitables**

7. Réduire les inégalités et éradiquer la pauvreté
8. Garantir un accès universel aux services publics
9. Combattre les discriminations et le racisme, garantir l'égalité hommes-femmes et respecter les droits des migrants

### **D. Promouvoir des emplois verts et de qualité**

10. Promouvoir des emplois de qualité et en améliorer l'accès pour tous
11. Assurer une transition juste vers des emplois de qualité et aider les travailleurs à s'engager dans les secteurs d'activités émergents

### **E. Assumer la responsabilité de l'UE ans le monde**

12. Réformer la gouvernance économique et financière mondiale

13. Assurer la cohérence des politiques pour atteindre les objectifs de développement
14. Accroître et améliorer le financement de l'aide au développement

#### **F. Renforcer la démocratie**

15. Promouvoir le dialogue avec les citoyens européens, les syndicats et la société civile
  16. Améliorer l'accès des citoyens aux décisions et améliorer les mécanismes de contrôle
  17. Renforcer le volet gouvernance des stratégies européennes
- 

1 Projet Cohérence de l'UE

2 Campagne « Faim zéro » et FAO.

3 Banque mondiale, mars 2009.

4 Action Aid, mars 2009.

5 Rapport conjoint sur la protection sociale et l'inclusion sociale, Commission européenne, 2009.

6 Indicateurs pour la protection sociale et l'inclusion sociale, Commission européenne, 2008.

7 « Croissance et inégalités », rapport de l'OCDE, 2008.

8 Campagne de la Commission européenne sur l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes, 2009